

LA CONSOMMATION

LA CRÉATION DE LA COMMISSION DES PRIX

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je voudrais demander à mon bon ami, le ministre de la Consommation et des Corporations, s'il faut déduire du retard exceptionnel que l'on met à annoncer la création de la Commission des prix qu'il a renoncé à ce projet? Croit-il que le gouvernement est venu à bout de l'inflation ou a-t-il vraiment l'intention d'établir une commission?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Je signale à mon bon ami le chef de l'opposition que le gouvernement n'a pas renoncé à son projet d'établir une commission des prix et des revenus. Je tiens à ce qu'elle soit instituée le plus tôt possible. Le choix du personnel de la Commission m'a suscité quelques difficultés, mais je compte les aplanir sous peu.

Une voix: Jim Tucker est toujours là.

L'hon. M. Basford: Je suis bien aise que les député de l'opposition me fassent part d'une candidature, mais, dans les circonstances, je ne saurais l'accepter. J'espère pouvoir faire une déclaration sous peu. La Commission des prix et revenus s'insérera dans le programme du gouvernement, qui est bien résolu à enrayer l'inflation.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Du côté des promesses, je n'ai pas eu de veine aujourd'hui. Le ministre pourrait-il nous assurer que l'annonce de l'institution de la Commission se fera en 1969?

L'hon. M. Basford: Oui, monsieur l'Orateur.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le ministre a du mal à recruter les membres de la Commission, ne voudrait-il pas consulter le chef de l'opposition, qui lui serait d'un précieux secours de ce côté?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES INONDATIONS

TRAIL (C.-B.)—L'AIDE FÉDÉRALE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): J'aimerais poser une question au ministre des Travaux publics. Étant donné que les autorités provinciales ou fédérales persistent malheureusement à retarder la prise d'un engagement ferme au sujet des inondations catastro-

phiques de Trail, en Colombie-Britannique, puis-je demander au ministre sur quoi portaient les discussions récentes, s'il y en a eu, de son ministère avec les autorités provinciales de la Colombie-Britannique eu égard au partage des frais nécessités par les inondations désastreuses de Trail?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas eu d'entretiens avec la Colombie-Britannique, car cette province ne nous a pas demandé notre aide. Comme l'a expliqué le premier ministre, le problème des inondations dans trois provinces est à l'étude, et l'on attend un rapport à ce sujet d'un moment à l'autre. Dans l'intervalle, nous n'avons pas renoncé à l'éventualité d'une aide à Trail. Nous attendons que le rapport nous indique ce qu'il conviendrait de faire.

M. Harding: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que le gouvernement fédéral a accordé son aide à d'autres régions—comme la ville d'Alberni—touchées par des inondations catastrophiques, quelles directives concernant le partage des frais ont été fixées par les autorités fédérales...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA MISE SOUS SCELLÉS DES CASIERS JUDICIAIRES

M. D. R. Tolmie (Welland): Je voudrais poser une question au solliciteur général. Le ministre peut-il introduire une mesure concernant la mise sous scellés des casiers judiciaires lors de la prochaine session du Parlement?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Oui, monsieur l'Orateur. Le député a parlé de la prochaine session. C'est alors, peut-être, qu'il pourrait poser sa question.

M. Tolmie: Monsieur l'Orateur, j'estime que le gouvernement devrait se hâter d'entreprendre ce programme législatif qui constitue un domaine urgent.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OBJECTIF DE RECRUTEMENT DANS LES FORCES ARMÉES

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Pour répon-